Communiqué de Dakar

Juin 2025

—

Co-funded by the European Union

Convention de subvention n° 101127795 PolyCIVIS : Affronter la polycrise en Europe et en Afrique

© PolyCIVIS 2025 Tous droits réservés.

Introduction

Le réseau PolyCIVIS[1], regroupant 21 universités africaines et européennes et financé par l'Union européenne via le programme Erasmus+/Jean Monnet, a organisé son deuxième forum Agora[2], qui s'est tenu à l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD), à Dakar, au Sénégal, le 23 avril 2025. Le réseau PolyCIVIS a pour objectif d'étudier les polycrises[3] ainsi que leurs enjeux en matière de gouvernance mondiale et de sécurité, à travers la recherche, les politiques publiques et l'éducation.

Lors du forum Agora, plusieurs parties prenantes et universitaires africains et européens ont étudié les possibilités de relancer la coopération internationale face à la dégradation de l'environnement, au changement climatique et à la transition énergétique. Leurs échanges ont porté sur l'impact des crises concomitantes, qu'elles soient géopolitiques ou climatiques, sur les priorités stratégiques, tant en Europe qu'en Afrique. Ils ont également pu discuter d'une possible coopération entre ces deux continents pour faire face ensemble aux défis climatiques.

Contexte

Notre monde est actuellement confronté à une polycrise (plusieurs crises en corrélation) qui déstabilise les relations entre l'Afrique et l'Europe. La pandémie de Covid-19, les problèmes économiques mondiaux et, surtout, le conflit russo-ukrainien ont eu pour effet de compliquer la coopération sur des enjeux urgents tels que le changement climatique et les énergies. La guerre en Ukraine a déclenché une crise énergétique à l'échelle européenne, contraignant les États à revoir précipitamment leurs politiques de sécurité énergétique et à mettre en place des mesures d'urgence visant à réduire leur dépendance au gaz russe (Knaepen et al., 2023).

Afin de mieux contrôler son approvisionnement en énergie, l'Europe s'est recentrée sur sa souveraineté énergétique, conduisant à une accélération de la transition écologique au niveau local et à la recherche de nouveaux partenaires internationaux. De son côté, l'Afrique a dû affronter une hausse brutale des prix des denrées alimentaires et des carburants, d'énormes dettes et des catastrophes climatiques, qui viennent aggraver sa vulnérabilité. Parmi ces crises, l'Afrique et l'Europe considèrent le changement climatique comme une menace existentielle. La situation actuelle est cependant venue perturber leurs projets collectifs pour le climat et les énergies. Les dirigeants africains ont récemment exprimé leur frustration face aux réponses adoptées par l'Europe pour répondre à la crise ; des réponses certes bien intentionnées, mais qui semblent adoptées unilatéralement pour servir avant tout ses propres intérêts, prêtant peu attention aux besoins d'adaptation de l'Afrique.

1 Pour plus d'informations, consultez la page https://civis.eu/en/discover-civis/civis-alliance-projects/polycivis

2 Le forum Agora est une plateforme de dialogue et d'échange d'idées entre responsables politiques, chercheurs et citoyens au sujet des polycrises et des solutions possibles. Ce document, rédigé conjointement par les groupes de travail sur la politique et la gestion de PolyCIVIS, fait suite au forum Agora.

3 Le terme « polycrise » désigne une situation mondiale marquée par des défis interconnectés. Caractérisée par des impacts transfrontaliers, une causalité multiple et des propriétés de systèmes complexes, une polycrise présente des obstacles uniques qui empêchent toute forme traditionnelle de gouvernance.

Les conséquences de la polycrise sur la coopération Afrique-Europe autour du climat, de l'environnement et des énergies

Les bouleversements géopolitiques ont eu des effets sur la coopération autour des enjeux climatiques. Face à la guerre en Ukraine, l'Europe s'est empressée de trouver d'autres sources d'énergie et a fait en sorte d'absorber les chocs économiques, même si cela impliquait de dépendre provisoirement des combustibles fossiles ou de trouver de nouveaux fournisseurs. L'Union européenne (UE) a lancé des initiatives telles que le plan REPowerEU, afin d'accélérer la transition vers les énergies renouvelables et les économies d'énergie, mais a également signé des accords d'importation de gaz en provenance d'Afrique et d'ailleurs pour remplacer les approvisionnements russes. Ces initiatives ont certes répondu aux besoins immédiats, mais ont soulevé des préoccupations parmi les partenaires africains quant aux engagements et au caractère équitable sur le long terme. À l'heure où les États-Unis réduisent drastiquement le financement de l'aide au développement, les mesures prises par l'Europe face à la crise pour renforcer la sécurité énergétique risquent de faire passer au second plan la durabilité environnementale. Cela pourrait nuire en particulier aux projets de transition durable dans les pays du Sud (Kuzemko et al., 2022). Qui plus est, l'augmentation des budgets de la défense des États membres de l'UE aura des répercussions sur les ressources européennes consacrées aux actions environnementales et climatiques. Les observateurs notent en effet que les récentes mesures européennes relatives au changement climatique et aux énergies « risquent d'exacerber les tensions avec les pays du Sud, qui perçoivent la transition écologique de l'UE comme un projet exclusif et un danger pour leur développement économique » (Knaepen et al., 2023).

S'il est considéré que les politiques écologiques européennes font passer les intérêts de l'Europe avant tout, en imposant par exemple des taxes carbone strictes ou en redirigeant les fonds pour assurer sa propre sécurité énergétique, la confiance établie avec les pays africains pourrait s'effriter. En parallèle, l'Afrique affronte ses propres crises, qui recoupent sa vulnérabilité aux changements climatiques. De nombreux pays africains supportent un fardeau de la dette insoutenable, exacerbé par les conséquences de la pandémie et du ralentissement économique provoqué par la guerre en Ukraine, qui les empêche d'investir dans la résilience au changement climatique (Medinilla et al., 2023). Au Sahel, les sécheresses prolongées et la dégradation des sols, aggravées par le changement climatique, alimentent les conflits autour des ressources et l'instabilité. Relever ces défis n'est pas juste une priorité locale, mais constitue un enjeu sécuritaire mondial : le renforcement de la résilience au changement climatique dans les lieux critiques comme le Sahel fait « partie intégrante de la sécurité européenne » (Knaepen, 2025) et démontre un intérêt commun à lutter contre les risques climatiques. En Afrique centrale et de l'Ouest, les pays doivent trouver un juste équilibre entre la protection des écosystèmes vitaux (tels que les forêts tropicales du bassin du Congo, souvent qualifiées de « poumon vert » de l'Afrique) et la poursuite d'un développement économique et de l'accès aux énergies pour une population en augmentation.

L'interdépendance de l'Europe et de l'Afrique dans la polycrise actuelle est évidente et peut être posée en ces termes :

- Les conséquences climatiques en Afrique (tant les sécheresses au Sahel que les inondations côtières en Afrique de l'Ouest) peuvent avoir des implications migratoires et sécuritaires qui s'étendent jusqu'aux côtes européennes.
- Inversement, les crises qui frappent l'Europe (guerre, inflation) peuvent détourner l'attention et les ressources consacrées à la coopération mondiale sur le climat, provoquant des effets directs sur les pays africains qui dépendent des financements et du soutien promis pour affronter le changement climatique.

Bien qu'elle puisse exacerber les tensions et la méfiance, la polycrise offre également la possibilité de relancer la coopération. Les deux continents ont constaté l'insuffisance des approches cloisonnées face au chevauchement des crises. Comme indiqué précédemment, le choc provoqué sur les marchés énergétiques par la guerre en Ukraine a, d'une certaine manière, marqué un tournant (Steffen & Patt, 2022), en accélérant la détermination de l'Europe à assurer une transition écologique. Désormais, les énergies renouvelables ne constituent plus uniquement un objectif environnemental, mais représentent un impératif stratégique d'indépendance énergétique (Falkner, 2023 ; Raina & Tewari, 2024). Cela crée des opportunités de coopération entre l'Europe et l'Afrique : l'Europe cherche des partenaires fiables pour répondre à ses besoins énergétiques, tandis que l'Afrique, qui regorge de ressources solaires, éoliennes et autres, pourrait bénéficier d'investissements dans des infrastructures énergétiques propres. Au lieu d'être des « dommages collatéraux » en pleine tourmente mondiale, les pays africains peuvent être des partenaires clés, à travers l'exploitation de leurs atouts (énergie solaire, minerais cruciaux et main-d'œuvre jeune) dans le cadre d'initiatives conjointes.

La difficulté consiste à forger des partenariats équitables. Karkare & Mendinilla (2023) mettent en avant le risque de voir les pays africains traités comme un second choix, alors qu'ils disposent de « plusieurs ressources (minérales) indispensables à une transition écologique mondiale ». Selon eux, bien que l'Union africaine (UA) et l'UE visent des objectifs climatiques communs, leurs points de départ diffèrent, ce qui crée des tensions autour de la capacité d'action de l'Afrique, de la perception d'une action européenne unilatérale et de financements climatiques inadéquats par rapport aux besoins africains.

Procédure

Le forum Agora a inclus un débat et deux tables rondes. Les discussions ont porté sur les conséquences de la polycrise sur la coopération climatique et environnementale entre l'Afrique et l'Europe. Les participants ont également étudié des projets conjoints concrets soutenant une approche équilibrée de la transition énergétique, en dépit des obstacles techniques et politiques. Les débat est parti des questions clés suivantes :

- Quels ont été les effets de la « polycrise » (guerre en Ukraine, instabilité économique mondiale, pandémie, etc.) sur le partenariat Afrique-Europe autour du climat et des énergies ?

- Quels sont les ajustements à apporter aux politiques européennes (relatives aux énergies, au climat et aux échanges commerciaux) pour faire en sorte qu'elles soutiennent davantage les priorités africaines en matière de développement et de climat ?
- Comment les acteurs africains et européens peuvent-ils combler conjointement les déficits de financement des activités liées au changement climatique ?
- Comment les deux continents peuvent-ils mieux coordonner leur diplomatie et leur stratégie en matière d'action climatique ?
- Quelles sont les recherches, les innovations et les connaissances qui doivent être partagées pour soutenir la coopération ?
- Enfin, quelles mesures les participants au forum Agora peuvent-ils envisager de prendre immédiatement pour renforcer la coopération entre l'Afrique et l'Europe ?

Points essentiels

Les pistes suivantes ont notamment été étudiées pour répondre à ces questions et promouvoir la collaboration Afrique-Europe :

⇒ ***Trouver un terrain d'entente en matière de politiques et d'enseignements***

L'Afrique et l'Europe doivent cesser de résonner en termes de gains pour l'une au détriment de l'autre. Le Pacte vert de l'Europe et l'Agenda 2063 de l'Afrique ne doivent pas forcément être en contradiction ; ils affichent des complémentarités qui doivent être mises en exergue. C'est le cas, par exemple, de l'industrialisation verte : la quête européenne d'une sécurité des chaînes d'approvisionnement (pour les batteries, les panneaux solaires, etc.) peut soutenir la croissance industrielle de l'Afrique si des sommes sont investies dans la production africaine. L'UE a déjà commencé à investir dans le traitement et les formations à l'échelle locale, au lieu de se contenter d'extraire les matières brutes en Afrique. Ces modèles devraient être reproduits dans davantage de pays et de secteurs. De même, les efforts de l'Afrique en faveur d'un accès universel à l'énergie peuvent s'aligner sur les objectifs climatiques s'ils sont soutenus par des technologies et des investissements européens dédiés aux énergies renouvelables et au développement des réseaux.

⇒ ***Donner un nouvel élan aux mécanismes de financement et d'investissement dans les actions climatiques***

L'argent est souvent le point d'achoppement des bonnes intentions. Le forum a permis d'examiner des solutions de financement créatives, telles que l'élargissement de la conversion de dettes en mesures en faveur du climat (une mesure consistant à effacer la dette d'un pays en échange d'investissements dans des projets climatiques) ou les systèmes de financement mixte (utilisation de fonds publics ou de garanties pour réduire les risques et attirer des investissements privés dans des projets écologiques africains).

Les participants ont également discuté des possibilités d'un nouveau départ sur la scène politique mondiale : les prochains événements tels que le G20, la COP30 (2025) et le Sommet UA-UE prévu en 2025 sont autant d'occasions d'annoncer des engagements conjoints (comme la définition de nouveaux objectifs concernant l'aide à l'adaptation). À cet égard, l'Afrique et l'Europe devraient s'unir pour pousser les banques multilatérales de développement à se réformer et à fournir des financements climatiques assortis de conditions plus favorables. Les participants ont soutenu des initiatives telles que la création d'une Banque africaine du climat ou l'exploitation des droits de tirage spéciaux en faveur de l'action climatique. Ils ont souligné que la qualité des financements importait tout autant que leur quantité : des subventions pour l'adaptation, et pas uniquement des prêts, et l'alignement des financements sur les plans climatiques des pays africains (contributions déterminées au niveau national et plans d'action nationaux).

⇒ ***Lancer des initiatives conjointes pour une transition énergétique juste***

Des projets conjoints concrets illustrent une approche équilibrée de la transition énergétique, malgré les obstacles techniques et politiques. L'Europe doit aider les pays africains dépendants du charbon dans leur transition, en tenant compte de leur désir d'assurer un développement économique équilibré et durable. Certains exemples comme le Partenariat pour une transition énergétique juste (Just Energy Transition Partnership, JETP) de l'Afrique du Sud, les projets solaires et éoliens nord-africains alimentant l'Europe (via des câbles sous-marins ou l'acheminement d'hydrogène propre) et le « pool d'énergies vertes » euro-africain qui relie les réseaux des deux côtés de la mer Méditerranée, pourraient être structurés sous forme de partenariats entre l'Afrique et l'Europe.

⇒ ***Aligner les politiques et les normes***

Un mécanisme devrait être mis en place pour permettre à l'Afrique et à l'Europe de se consulter à propos des grands changements de politique. Cela pourrait empêcher les actions unilatérales et les conséquences négatives inutiles, et guider l'élaboration de normes environnementales reflétant les pratiques d'excellence mondiales. Les participants ont estimé que le concept d'une « Alliance Afrique-UE pour le climat » devait être revu afin d'institutionnaliser la coopération en matière de politique, de science et d'action dans le domaine climatique.

⇒ ***Mettre en avant les avantages conjoints et les dimensions humaines***

À terme, la coopération sur le climat, l'environnement et les énergies devrait produire des avantages concrets et équitables pour les populations africaines et européennes. Le forum a invité à ne pas ignorer les questions telles que la création d'emplois, la santé, l'éducation et l'accès aux services fondamentaux.

Les discussions générales sur les deux principaux sujets abordés durant le forum Agora (transition énergétique et changement climatique) ont abouti aux points de vue et aux recommandations qui suivent :

- Il est reconnu que la transition énergétique améliore les conditions de vie et réduit la pollution environnementale, à l'origine de maladies et du changement climatique.
- Il est urgent de redoubler d'efforts et d'attention, tant au niveau de l'Afrique que de l'Europe, pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD).

- En ce qui concerne la coopération Afrique-Europe sur la transition énergétique, l'accent doit être mis sur la transition écologique, qui permettrait une plus grande inclusion énergétique en Afrique et la diversification des partenaires dans les politiques énergétiques.
- La mise en place de collaborations entre l'Afrique et l'Europe doit être priorisée, à travers un partenariat multipartite venant compléter les approches multilatérales pour limiter les risques et diversifier les approvisionnements en énergie.
- L'Afrique et l'Europe doivent collaborer et bâtir des stratégies conjointes pour entamer le processus de réforme des institutions de gouvernance mondiales, qui sont à l'origine d'inégalités ayant un impact disproportionné sur l'Afrique.
- L'UA doit être davantage impliquée dans les politiques énergétiques des pays africains pour fournir, entre autres, des financements permettant aux jeunes d'étudier et d'améliorer le capital humain, et pour garantir une meilleure collaboration entre la recherche et la politique.
- La communication doit être améliorée pour garantir l'adhésion aux politiques environnementales à tous les niveaux de la société et sensibiliser le public à une production responsable et durable.
- Les universités européennes et africaines doivent coopérer davantage pour permettre aux universitaires d'examiner conjointement et de manière holistique les défis et les opportunités qui se présentent à l'échelle régionale, continentale et mondiale, afin de renforcer la résilience et de proposer des solutions. Une collaboration et un engagement universitaires solides et fréquents sont des conditions préalables et essentielles à l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes. Les chercheurs doivent renforcer l'impact de la recherche et de l'innovation sur l'élaboration des politiques. À cet égard, le réseau PolyCIVIS doit exploiter sa grande portée géographique pour mobiliser toutes les parties prenantes, y compris les responsables politiques.

Références

Falkner, R. (2023). Weaponised Energy and Climate Change: Assessing Europe's Response to the Ukraine War. https://ppr.lse.ac.uk/articles/10.31389/lseppr.78

Karkare, P., & Medinilla, A. (ECDPM, 2023) - In search of shared benefits: Europe and Africa in global green transition

Knaepen, H., & Dekeyser, K. (ECDPM, 2023) - EU climate adaptation diplomacy: Searching for common ground with Africa

Knaepen, H. (ECDPM, 2025). European support for adaptation in times of shifting politics and tight budgets. https://ecdpm.org/work/european-support-adaptation-times-shifting-politics-and-tight-budgets

Kuzemko, C., & Blondeel, M., Dupont, C., & Brisbois, M. (2022). Russia's war on Ukraine, European energy policy responses & implications for sustainable transformations. Energy Research & Social Science.

Raina, N., & Tewari, A., K. (2024). Mapping the European Union's Renewable Energy Transition Amidst the Russo-Ukrainian War. https://www.ijfmr.com/research-paper.php?id=19712

Medinilla et al. (ECDPM, 2023) – Moving Europe and Africa Towards More Common Ground on Climate and Energy.

Steffen, B., & Patt, A. (2022) – A historical turning point? Early evidence on how the Russia-Ukraine war changes public support for clean energy policies. Energy Research & Social Science, 91, 102758. https://doi.org/10.1016/j.erss.2022.102758

PolyCIVIS : affronter la polycrise en Europe et en Afrique

PolyCIVIS est une collaboration euro-africaine qui braque les projecteurs sur la polycrise mondiale, permettant ainsi de mieux comprendre les conséquences de plusieurs grandes crises sociétales concomitantes qui chamboulent le monde, sous la forme d'une polycrise.

Dans le sillage de la polycrise mondiale, des défis urgents sont apparus, poussant PolyCIVIS à agir. Notre initiative s'attache à remédier à ces problèmes mondiaux pressants et à leurs conséquences interdépendantes.

Email. polycivis@ulb.be

Site Internet. https://www.civis.eu/polycivis

PolyCIVIS est cofinancé par l'Union européenne. Les points de vue et opinions exprimés sont toutefois ceux du ou des auteurs uniquement et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'organisme de financement. L'Union européenne et l'organisme de financement déclinent toute responsabilité à cet égard.